

Oslo, 20 ans après. Il n'y a jamais eu de processus de paix entre Israël et les Palestiniens

Par Julien Salingue

Le 13 septembre 2013 marquera le vingtième anniversaire de la poignée de mains entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin sur la pelouse de la Maison Blanche, saluée à l'époque comme le symbole de l'entrée dans une nouvelle ère: le «conflit israélo-palestinien» allait prendre fin, et deux États allaient bientôt coexister. Mais vingt ans après, chacun constate que les «promesses» n'ont pas été tenues et que la paix semble plus loin qu'elle ne l'a jamais été. Et de se remémorer ce moment «historique», et de se demander ce qui n'a pas fonctionné.

Historique, la poignée de mains, qui matérialisait la «reconnaissance mutuelle» entre les ennemis d'hier, l'était sans aucun doute. Historique, la présentation d'un document cosigné par des représentants de l'État d'Israël et de l'OLP l'était aussi. Historique, la perspective d'un «retour» de la direction palestinienne dans les territoires occupés l'était également. Mais au-delà de ces symboles, le contexte dans lequel les Accords ont été signés, les divergences d'interprétation quant à leurs objectifs et le contenu même des textes avaient de quoi inquiéter et tempérer les ardeurs.

La thèse défendue ici est que la faillite du Processus d'Oslo n'est pas liée à un «incident de parcours» ou à une mauvaise application des accords signés entre les deux parties. Cette faillite était en réalité inscrite dans l'esprit et la lettre des Accords d'Oslo, qui n'ont pas constitué une rupture avec les logiques à l'œuvre dans les territoires palestiniens au cours des décennies précédentes et qui n'ont pas ouvert un quelconque «processus de paix». Ce à quoi nous avons assisté est en réalité une réorganisation du dispositif d'occupation israélienne, misant sur la cooptation de la direction historique du Mouvement national palestinien au sein des structures coloniales. Un pari risqué, et perdu, en raison de l'insoumission de la population palestinienne de Gaza et de Cisjordanie et de sa volonté maintenue de lutter pour l'obtention de ses droits nationaux.

Une «reconnaissance mutuelle»?

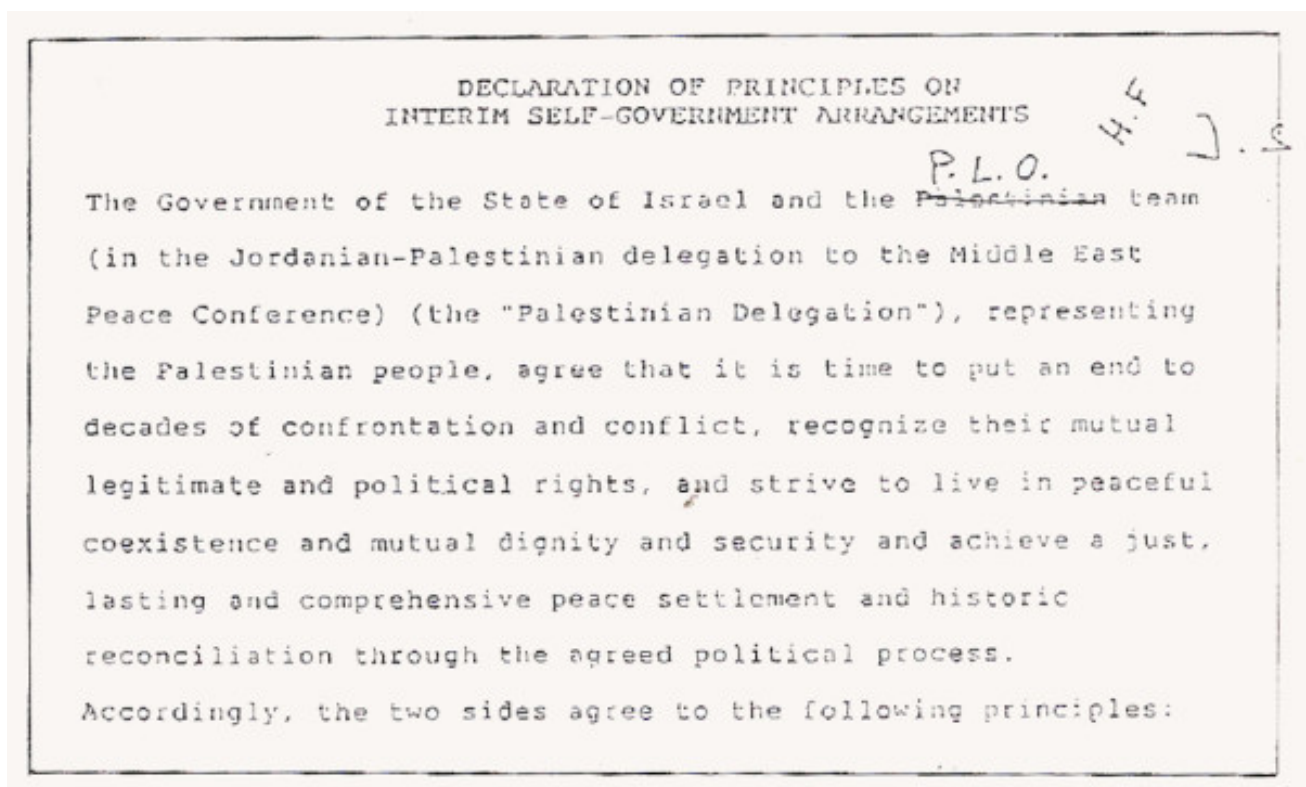
Les «lettres de reconnaissance mutuelle» palestinienne et israélienne, signées respectivement par Yasser Arafat (9 septembre) et Yitzhak Rabin (10 septembre) [1], donnent un premier indice quant à la réalité des rapports de forces et des «sacrifices» des deux parties. Le leader palestinien affirme ainsi, entre autres, que l'OLP «reconnaît le droit de l'État d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité», «accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité [de l'ONU]», «déclare que toutes les questions [...] seront résolues par la négociation», «renonce à recourir au terrorisme et à tout autre acte de violence» et «affirme que les articles et points de la Charte palestinienne qui nient le droit d'Israël à exister, ainsi que les points de la Charte qui sont en contradiction avec les engagements de cette lettre sont désormais inopérants et non valides».



Accords d'Oslo, «confirmés» par Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, sous l'égide de Bill Clinton.

Engagements auxquels le Premier Ministre israélien répond ce qui suit: «En réponse à votre lettre du 9 septembre 1993, je souhaite vous confirmer qu'à la lumière des engagements de l'OLP qui y figurent, le gouvernement d'Israël a décidé de reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien et de commencer des négociations avec l'OLP dans le cadre du processus de paix au Proche-Orient». Ni plus, ni moins. Le gouvernement israélien reconnaît certes, formellement, l'existence d'un peuple palestinien et le fait que l'OLP est son représentant. On est donc bien loin des propos de Golda Meir lorsqu'elle affirmait, à la fin des années 1960, que les Palestiniens «n'existaient pas» [2] ou de la tentative de destruction totale de l'OLP menée au Liban au début des années 1980. Mais, contrairement à l'OLP qui reconnaît la légitimité de l'État d'Israël, accepte les résolutions de l'ONU et s'engage à renoncer à la lutte armée pour régler l'ensemble des questions, le Général Yitzhak Rabin se contente de reconnaître l'OLP, sans affirmer que les Palestiniens auraient de quelconques «droits», et de s'engager à «commencer des négociations», sans plus de précisions, notamment au sujet des résolutions de l'ONU.

Deux incidents révèlent en outre que ces «engagements» israéliens sont loin de révéler une réelle conviction de la part, notamment, du Premier Ministre Rabin. Le matin du 13 septembre, la délégation palestinienne découvre ainsi que le terme «OLP» ne figure pas dans la Déclaration de Principes mais est remplacé par «équipe palestinienne de la délégation jordano-palestinienne», signe manifeste de la réticence israélienne à reconnaître l'OLP et l'autonomie des représentants palestiniens. Après une série de coups de téléphone et de discussions «de couloir», les Palestiniens obtiennent finalement gain de cause. La précipitation conduit toutefois à des oublis qui conduiront, au final, les deux parties à parapher un document «historique» mais... raturé à la main.



Deuxième «incident»: le refus de Rabin de se rendre à Washington pour la cérémonie, et de serrer la main à Arafat. Ce n'est que le 12 septembre, la veille de la poignée de mains «historique», qu'il s'est finalement résigné à être présent, sous pression des États-Unis: «ses proches sont tous d'accord: la première des raisons pour lesquelles Yitzhak Rabin n'avait aucun désir de se rendre à Washington, c'est que la perspective de serrer la main de Yasser Arafat «révulsait tout son être». Sept heures après que le premier ministre eut expliqué que, après «avoir mûrement réfléchi», il n'irait pas à Washington, il changeait d'avis après avoir reçu à sa résidence, dimanche matin [12 septembre] à l'aube, un coup de fil personnel du secrétaire d'État américain, Warren Christopher» [3].

Il ne s'agit pas de surinterpréter ces deux incidents. Ils sont toutefois révélateurs du caractère erroné des

analyses qui ont vu dans la signature des Accords d'Oslo un engagement ferme et convaincu du Premier Ministre Rabin sur la voie de la «paix» et de la «réconciliation», et sont très largement corroborés par la comparaison des «lettres de reconnaissance mutuelle», qui expriment des garanties beaucoup plus claires de la partie palestinienne, suscitant dès lors des controverses notables au sein du Fatah et de l'OLP.

Des «faiseurs de paix»?

Ce dernier élément est essentiel, et a bien souvent été «oublié» par les apologistes du «processus de paix». Les Accords d'Oslo ont été à bien des égards imposés par la direction Arafat au Mouvement national et au peuple palestiniens, et la «paix des braves» décrétée par le vieux leader de l'OLP n'a guère fait l'objet de discussions démocratiques dans le camp palestinien.

En effet, que l'on s'intéresse à l'élaboration des textes ou à leur ratification, on constate que les instances décisionnelles de l'OLP et du Fatah ont été largement contournées, pour le plus grand courroux d'organisations et d'individus loin d'être marginaux dans le Mouvement national. Le processus de négociations «secrètes», supervisé par Mahmoud Abbas, était ainsi connu d'à peine une demi-douzaine de personnalités palestiniennes, résidant toutes à l'extérieur des territoires palestiniens, et n'a fait l'objet d'aucune discussion dans les instances de l'OLP ou du Fatah. Les négociateurs «officiels» [4], engagés dans le processus dit «de Madrid» et en contact permanent avec la direction Arafat, ont été informés de l'existence d'un deuxième canal de négociations... par des journalistes israéliens, quelques jours avant la cérémonie de Washington. Abd al-Shafi refusera d'ailleurs de se rendre à cette dernière, tandis qu'Hanan Ashrawi déclarera que «ceux qui ont paraphé l'accord n'ont jamais vécu sous l'occupation» [5].

La consultation des instances officielles se fera a posteriori, et la direction Arafat n'y obtiendra qu'une majorité relative, grâce notamment à de nombreuses abstentions et au boycott des réunions par certaines figures et organisations du Mouvement national. On notera ainsi que la réunion du Comité Central du Fatah, qui se tient le 4 septembre 1993 et qui ne débouche sur aucune décision formelle, acte les divisions manifestes et l'absence de majorité en soutien à Arafat [6]. La réunion du Comité Exécutif de l'OLP organisée une semaine plus tard confirme cette tendance, alors que, de par sa composition, cette instance était, historiquement, acquise à Arafat. La gauche de l'OLP (FDLP et FPLP) boycottera la réunion et déclarera que «l'organisation qui a été reconnue par Israël n'est pas l'Organisation de Libération de la Palestine, qui représente tout le peuple palestinien [et que] ce qui s'est passé, c'est qu'une tendance, qui a utilisé le nom de la centrale palestinienne sans pouvoirs légitimes, n'a pas respecté les décisions des instances palestiniennes» [7].

Même si l'on peut comprendre un certain enthousiasme international et les «espoirs» suscités par la poignée de mains de Washington, l'image d'une réconciliation historique et celle d'un Yasser Arafat et d'un Yitzhak Rabin comme «faiseurs de paix» est donc à bien des égards une illusion d'optique, et ce indépendamment même du contenu des Accords signés postérieurement. Un examen de la logique des Accords d'Oslo et des «malentendus» qu'ils semblent inclure dès leur signature révèle en outre qu'ils sont très loin de correspondre à un véritable «processus de paix» dont l'objectif aurait été un compromis entre les droits des Palestiniens et les exigences israéliennes, ni même à une réelle rupture dans l'organisation des relations entre les deux acteurs.

Un «processus de paix»?

On a pu lire, et on peut encore lire aujourd'hui, que les Accords d'Oslo auraient exprimé la volonté de l'OLP et des autorités israéliennes d'aller vers une solution «à deux États» fondée sur le principe «la paix contre la terre». Même si l'on peut comprendre que la cérémonie de Washington et la perspective d'une paix durable aient pu conduire à des erreurs d'analyse dues à un excès d'optimisme, il n'en demeure pas moins que lesdites erreurs expriment en réalité d'une distorsion des faits.

Deux États? Interviewé le 12 septembre 1993 sur CNN, Rabin est on ne peut plus clair:

Journaliste: «Arafat affirme que l'accord est la première étape vers un État palestinien et que son drapeau flottera bientôt sur Jérusalem...»

Rabin: «C'est exactement le contraire. Il s'agit d'un accord intérimaire qui permettra aux Palestiniens de gérer leurs affaires propres [...]. Mais nous maintiendrons la sécurité des implantations [colonies], nous aurons le contrôle de la sécurité des Israéliens circulant dans les territoires [occupés] et tout le dispositif de sécurité extérieure, le long du Jourdain dans la vallée du Jourdain, et au sud de la bande de Gaza».

Les choses ont-elles évolué au fur et à mesure que le «processus de paix» avançait? Éléments de réponse avec l'une des dernières interventions de Rabin à la Knesset, en date du 5 octobre 1995, soit un mois avant son assassinat:

«Nous envisageons une solution permanente avec un État d'Israël qui inclura la plus grande partie de la terre d'Israël de l'époque du Mandat britannique, et à ses côtés une entité palestinienne qui sera un foyer pour la plupart des résidents palestiniens vivant dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Nous voulons que cette entité soit moins qu'un État, et qu'elle gère, de manière indépendante, la vie des Palestiniens sous sa responsabilité. Les frontières de l'État d'Israël, avec la solution permanente, seront au-delà des lignes qui existaient avant la guerre des Six jours. Nous ne retournerons pas aux lignes de 1967» [8].

Et Rabin de poursuivre en expliquant que Jérusalem demeurera la capitale «une et indivisible» de l'État d'Israël, que ce dernier conservera le contrôle sur la vallée du Jourdain, que les blocs de colonies seront annexés et que d'autres blocs seront établis. En d'autres termes, quels qu'aient été les intentions ou les espoirs des acteurs palestiniens, il n'a jamais été question pour l'État d'Israël, y compris pour Yitzhak Rabin, de renoncer à son contrôle sur la grande majorité des territoires occupés, ni de tolérer l'existence d'un État palestinien. L'assassinat de Rabin par un extrémiste israélien, s'il illustre un sentiment de «trahison» ressenti par certains secteurs de la société israélienne en raison de la reconnaissance de l'OLP, considérée comme une organisation «terroriste» responsable de la mort de dizaine d'Israéliens, ne doit pas pour autant encourager à penser que Rabin était prêt à renoncer à l'occupation et à la colonisation, ni à faire de réelles concessions aux Palestiniens [9].

Mais s'il ne s'agit pas de la mise en place d'un processus allant vers l'établissement de deux États souverains vivant en paix côte à côte, «de quoi les Accords d'Oslo sont-ils le nom?» Et surtout, la création et le développement de l'Autorité Palestinienne (AP), en charge de l'administration des territoires évacués par l'armée israélienne, ne sont-ils pas la démonstration d'une rupture avec la situation qui préexistait auxdits Accords? Ces deux questions sont intimement liées, et c'est en réalité, comme on va le voir, la réponse à la seconde qui permettra de solutionner la première.

L'Autorité Palestinienne, un futur État?

La principale nouveauté introduite par les Accords d'Oslo est en effet l'établissement de l'AP, dont on peut remarquer que la dénomination dans les textes n'est pas, contrairement au nom finalement adopté par les Palestiniens, «Autorité Nationale Palestinienne», mais «Autorité d'autogouvernement intérimaire», qui correspond davantage à ses fonctions et à son statut réels. L'AP est en effet une structure simili-étatique, dotée d'institutions et organes divers (gouvernement, parlement, ministères, forces de police, etc), dont la tâche première est de «gouverner» les territoires progressivement évacués par l'armée israélienne et de fournir des services (justice, santé, éducation, etc) à l'ensemble des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

L'AP possède donc un certain nombre de prérogatives et de fonctions étatiques, mais n'est pas, dans l'esprit et dans la lettre des Accords d'Oslo, un État ou un «futur État». En témoigne le fait qu'elle est dépossédée, entre autres, de deux attributs fondamentaux d'un État: le droit de se doter d'organes diplomatiques et donc d'avoir une politique étrangère, et le droit d'avoir une armée. En témoigne également, et peut-être surtout, le fait qu'elle ne bénéficie d'aucune souveraineté territoriale réelle, dans la mesure où les «zones» qui lui sont confiées sont morcelées et séparées les unes des autres par des «zones» sous contrôle exclusif de l'armée israélienne, et qu'elle ne dispose d'aucune frontière avec un autre État.

La logique d'Oslo n'est pas celle d'un retrait israélien des territoires occupés qui seraient «rendus» à une structure étatique appelée à devenir un État, mais celle d'un «redéploiement» [10] de l'armée israélienne en

Cisjordanie et à Gaza, qui confie progressivement des zones à l'AP sans pour autant renoncer à son contrôle sur les territoires palestiniens dans leur ensemble. À partir de 1995 et des Accords dits «de Taba», ou «Oslo II», il est même précisé que «les redéploiements seront progressivement mis en œuvre en fonction de la prise en charge de l'ordre public et de la sécurité intérieure par la police palestinienne» [11], ce qui indique clairement que l'avenir et le déroulement du «processus de paix», et notamment de la «restitution» des terres aux Palestiniens, sont conditionnés à la capacité de la direction Arafat à faire régner l'ordre dans les zones évacuées par l'armée israélienne. Il n'est dès lors guère surprenant de relever que plus de 40% des salariés de l'AP sont employés dans les divers services de sécurité (soit, en septembre 2000, plus de 50'000 personnes), avec un taux d'encadrement de la population inédit, y compris dans l'Égypte voisine, alors sous la coupe du régime Moubarak.

La centralité des questions «de sécurité» dans les divers accords qui jalonnent le «processus de paix» [12] et les exigences sécuritaires à l'égard de l'AP sont l'une des clés de compréhension de la logique à l'œuvre dans les territoires palestiniens à partir des années 1993-1994. L'annexe I des Accords du Caire (mai 1994), relative aux questions de sécurité, ne contient pas moins de 12 articles, eux-mêmes divisés en 73 parties, à leur tour divisées en 154 sous-parties, parfois elles-mêmes subdivisées [13]. La précision dans l'attribution des tâches des forces de sécurité tranche visiblement avec le «flou» concernant nombre d'autres questions dans des domaines pourtant essentiels dans la perspective d'une paix entre Israéliens et Palestiniens (notamment l'étendue des «redéploiements» israéliens), quand elles ne sont pas tout simplement reportées aux «négociations sur le statut final» (tracé des frontières, statut de Jérusalem et des colonies, solution pour les réfugiés, etc.).

Tel est l'un des aspects essentiels de la logique d'Oslo. Si les autorités israéliennes renoncent à administrer directement les zones palestiniennes, c'est à condition que ces dernières soient «gérées» par la nouvelle AP, et que celle-ci y assure, en premier lieu, des tâches de maintien de l'ordre. Les Accords d'Oslo ne l'engagent-ils pas en effet, entre autres, à «agir systématiquement contre toute incitation au terrorisme et à la violence [chez les Palestiniens]», «arrêter et traduire en justice toutes les personnes [palestiniennes] suspectées de perpétrer des actes de violence ou de terrorisme», «confisquer toute arme illégalement détenue [par un civil palestinien]», «coopérer pour échanger les informations et coordonner ses activités et ses politiques» avec les services de sécurité israéliens [14]? Le principal rôle dévolu à l'AP n'est pas la construction d'un État mais le développement d'un appareil sécuritaire hypertrophié, chargé de maintenir le calme dans les zones palestiniennes progressivement évacuées.

Le bâton... et la carotte

Si la promesse (fantasmée) d'un État indépendant est l'une des raisons qui expliquent pourquoi la direction Arafat a accepté de se compromettre dans la construction d'un appareil sécuritaire appelé à se substituer à l'armée israélienne dans les zones évacuées, et pourquoi une partie significative de la population a toléré de tels développements, la dimension financière du «processus de paix» est elle aussi un facteur déterminant. Durant les années 1994-2000, le volume des aides attribuées à l'AP oscille en moyenne autour de 500 millions de dollars par an [15], avant de doubler à partir de 2001 [16], ce qui place les Palestiniens dans le peloton de tête mondial des récipiendaires d'aide internationale. Ces financements ont eu deux principales fonctions: le développement de l'appareil d'État, et donc du poids économique de l'AP, et la corruption de la direction palestinienne.

Ce dernier point a été largement documenté et commenté. On pourra ainsi rappeler qu'au-delà des détournements d'argent, nombre de dirigeants de l'appareil ont mis en place, grâce aux aides internationales, des structures économiques leur assurant des sources personnelles de revenus et l'entretien de réseaux de clientèle. Ce phénomène s'est notamment manifesté par la création de holdings publiques et semi-publiques, ainsi que par l'établissement de sociétés bénéficiant d'un monopole sur les importations de diverses marchandises. La plus connue des holdings est la Palestinian Commercial Services Company (PCSC), établie en 1994, qui va multiplier les investissements et acquérir des participations, pour un montant estimé en 1999 à 345 millions de dollars, dans plusieurs dizaines de firmes implantées en Palestine, entre autres: le Jéricho Resort [17], la Palestine Cement Company, Palcell [18], Paltel [19], l'Hôtel Jacir Palace (Intercontinental) à Bethléem, l'Hôtel Grand Park à Ramallah, etc. [20].

En ce qui concerne les monopoles établis sur l'importation de produits indispensables (ciment, sucre, pétrole, farine, tabac), les estimations varient au début des années 2000, avec l'existence de 13 à 27 monopoles [21]. Les noms des propriétaires et/ou administrateurs qui reviennent le plus souvent sont ceux de Mohammad Rachid [22] (essence, ciment, tabac), Mohammad Dahlan [23] (essence, ciment, gravier), Jibril Rajoub [24] (essence), Nabil Chaath (ordinateurs) [25], Yasser Abbas [26] (électronique), mais aussi des conseillers de Yasser Arafat moins en vue tels qu'Hachem Hussayn Abu Nidah et Ramzi Khoury [27].

Les financements servent également au développement du simili-appareil d'État, dont la rapide expansion place l'AP au centre de la vie économique. Dès 1996, l'AP emploie environ 20% des salariés palestiniens (15% en Cisjordanie et près de 30% à Gaza). Les salaires versés aux employés du secteur public occupent, au milieu des années 1990, une place équivalente à celle des revenus des travailleurs palestiniens en Israël dans la période antérieure à 1992, dont le nombre a dans le même temps considérablement baissé. L'appareil d'État n'est donc pas seulement un moyen de capter des ressources conséquentes venues de l'étranger, mais il est également un instrument entre les mains de la direction de l'AP pour la «légitimation par le salaire» du «processus de paix». Dès 1996, Rex Brynen évoquait, au sujet des aides internationales, l'idée d'une «paix achetée» [28]. Cette thèse a également été développée par nombre d'opposants à Arafat, qui ont vu dans la croissance exponentielle de l'appareil d'État (160.000 salariés en 2006, dont la moitié dans les forces de sécurité) un moyen de contenir la remise en cause des mécanismes d'Oslo.

Oslo: l'occupation par d'autres moyens

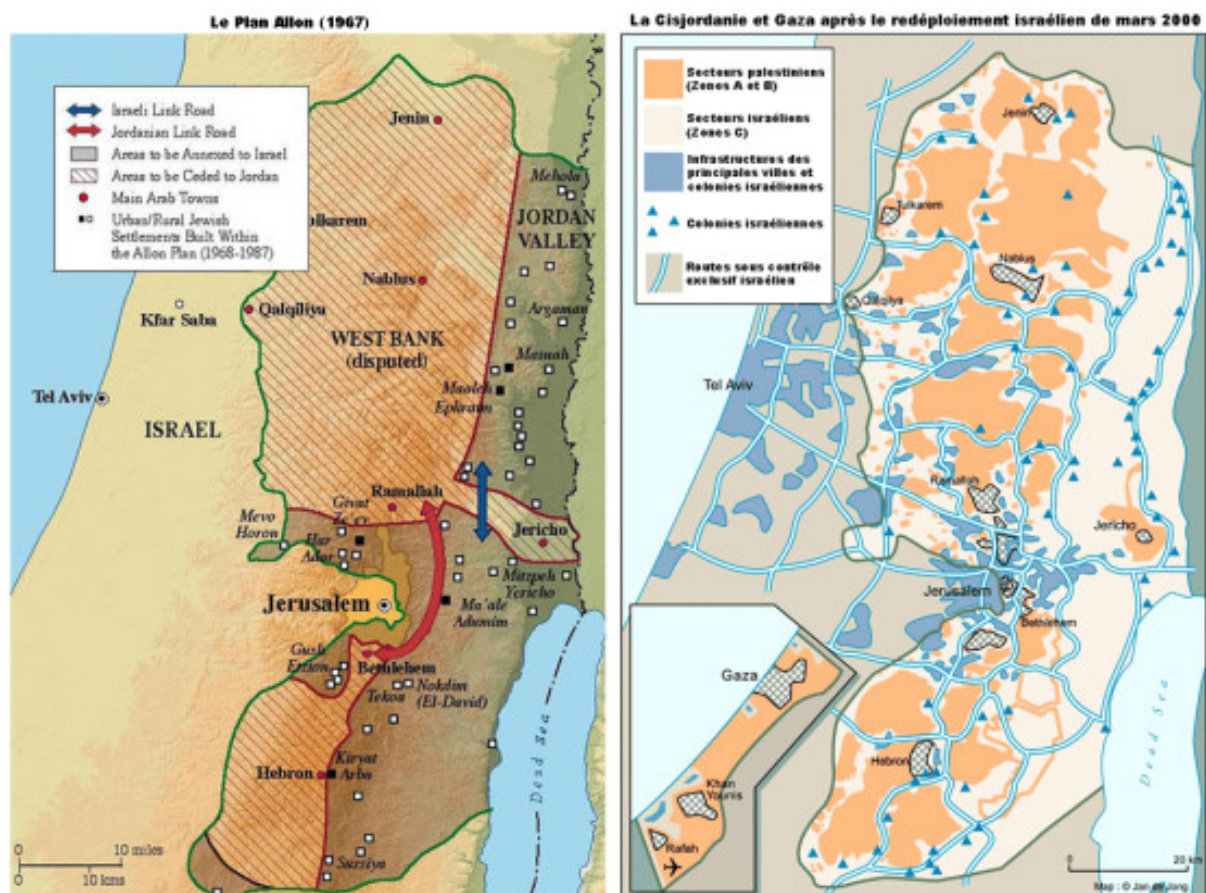
La centralité et la complémentarité des dimensions sécuritaires et économiques du Processus d'Oslo nous permettent en réalité de cerner le sens profond de celui-ci, a fortiori si on le met en regard de l'absence totale de «progrès» sur les plans politique et territorial. La poursuite de la colonisation et de l'occupation, les reports incessants et le caractère très limité des redéploiements israéliens (voir carte ci-dessous), traduisent le caractère secondaire des hypothétiques perspectives politiques et confirment que le cœur du «processus de paix» n'est pas la fin de l'occupation israélienne mais bel et bien sa réorganisation. La création de l'AP et les deux principales tâches qui lui sont dévolues (maintenir l'ordre et redistribuer l'aide internationale dans des territoires sous perfusion économique) ne vont pas à l'encontre de l'emprise israélienne mais participent en réalité d'une reconfiguration du dispositif [29] d'occupation.

L'architecture d'Oslo permet en réalité aux autorités israéliennes de résoudre le paradoxe auquel elles

étaient confrontées depuis la guerre de juin 1967, au terme de laquelle l'État d'Israël occupe l'ensemble de la Palestine théoriquement partagée en 1947-1948. La guerre de 1967, si elle est la seconde étape de la prise de contrôle de la Palestine par Israël et si elle se solde par une victoire militaire plus rapide et plus facile qu'en 1947-1949, n'est pas un succès total pour Israël: la majorité des Palestiniens ne sont pas partis. Le succès militaire crée donc une difficulté politique: Israël abrite désormais en son sein les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, qui s'ajoutent aux Palestiniens de 1948. La prétention de l'État d'Israël à être simultanément un «État juif» et un «État démocratique» est donc sérieusement menacée.

C'est pour répondre à cette contradiction qu'un Général travailliste, Ygal Allon, présente au Premier Ministre Levi Eshkol, dès juillet 1967, une solution alternative à l'expulsion, qui compromettrait le soutien international dont jouit l'État d'Israël. La philosophie du «Plan Allon» est la suivante: renoncer à la souveraineté sur les zones palestiniennes les plus densément peuplées tout en conservant le contrôle sur la vallée du Jourdain, les rives de la Mer Morte et Jérusalem, dont les limites municipales devraient être étendues. Une entité palestinienne constituée de cantons isolés serait ainsi établie, avec des attributs de souveraineté limités, tandis qu'Israël pourrait se décharger de l'administration directe de ces zones tout en maintenant son emprise sur l'essentiel de la Palestine. Même si le Plan Allon n'est pas officiellement adopté par l'État d'Israël, c'est lui qui guidera sa politique à partir de 1967: la disposition des colonies, le tracé des routes réservées aux colons, et la fragmentation de la Cisjordanie sont en effet la mise en application concrète des vues d'Allon.

Loin d'être un compromis historique, les Accords d'Oslo ne sont qu'une adaptation du projet sioniste aux réalités du terrain: l'Intifada de 1987 a exposé au grand jour la situation faite aux Palestiniens des territoires occupés, contribuant à délégitimer l'État d'Israël et menaçant de déstabiliser le Moyen-Orient. Le «Nouvel Ordre Mondial» que George Bush Senior souhaite alors instaurer passe nécessairement par une pacification (même provisoire) de la région et donc par un accord israélo-palestinien. Les Israéliens les plus pragmatiques acceptent de «négocier», en réalité d'imposer à la direction de l'OLP des accords essentiellement économiques et sécuritaires, qui ne sont en dernière analyse, avec notamment la division de la Cisjordanie en «zones» à statuts divers, qu'une actualisation du plan Allon [30].



Une question essentielle n'avait pas été résolue par Ygal Allon: à qui confier la gestion des cantons

palestiniens? Allon semblait au départ favorable à «l'option jordanienne», tout en n'excluant pas une «option palestinienne», qu'il a résumée par une boutade... prophétique: «Bien sûr, si l'OLP cessait d'être l'OLP, nous pourrions cesser de la considérer comme telle. Ou si le tigre se transformait en cheval, nous pourrions l'enfourcher» [31]. Or en 1992-1993, la direction de l'OLP, exilée à Tunis, affaiblie après avoir perdu en 1982-1983 son fief libanais, isolée diplomatiquement après son soutien à Saddam Hussein lors de l'invasion du Koweït, victime d'une véritable hémorragie financière et menacée par le développement d'une concurrence au sein des territoires palestiniens, notamment du côté des factions islamiques, était prête à être «enfourchée».

Rabin et Pérès ont ainsi fait le choix d'en appeler à l'OLP-Tunis qui répondait, de leur point de vue, à trois exigences essentielles:

- être suffisamment affaiblie pour accepter des accords aussi défavorables à la partie palestinienne
- avoir la légitimité suffisante dans les territoires occupés pour les faire accepter à la population
- disposer de l'appareil bureaucratique-militaire nécessaire à leur mise en œuvre.

Il ne s'agit évidemment pas de porter ici un jugement sur les intentions, les illusions ou les espoirs des acteurs palestiniens, mais bel et bien de constater que les Accords d'Oslo et le «processus de paix» ont consisté en une réorganisation du dispositif d'occupation des territoires palestiniens, anticipée de longue date par une partie de l'establishment israélien, et que la direction Arafat, loin de s'engager dans un processus qui lui aurait permis d'aboutir à une satisfaction des droits nationaux des Palestiniens, s'est retrouvée de facto cooptée par l'occupant en construisant et dirigeant un organe structurellement intégré à l'architecture de l'occupation.

Les apories de l'hypothèse d'Oslo

L'hypothèse d'Oslo était donc, en résumé, la suivante: pacifier la société palestinienne via la construction d'une administration autochtone légitime et stable sans pour autant remettre en cause les logiques d'occupation et de colonisation. Le soulèvement palestinien de septembre 2000 («deuxième Intifada»), motivé par la poursuite de l'occupation et de la répression et par la fin des illusions relatives au «processus de paix», a été l'un des premiers signes de l'erreur de calcul. A fortiori dans la mesure où une partie de la direction de l'AP, notamment les proches d'Arafat, ont favorisé un soulèvement rapidement militarisé sur lequel ils ont tenté de s'appuyer en espérant négocier dans un rapport de forces plus favorable avec l'État d'Israël. Ce dernier a rapidement rappelé les règles du jeu en s'en prenant directement à l'appareil de l'AP, en sapant ses infrastructures, notamment sécuritaires [32], et en isolant, physiquement et politiquement, Yasser Arafat, tout en se déclarant, dès 2003, disposé à discuter avec d'autres dirigeants palestiniens hostiles au soulèvement, au premier rang desquels Mahmoud Abbas.

Malgré les «réformes» à l'œuvre dans l'AP depuis 2003, exigées par les pays occidentaux notamment dans les domaines institutionnels (création d'un poste de Premier Ministre), sécuritaire (rationalisation et professionnalisation des services) et financiers (plus grande transparence) et malgré la mort de Yasser Arafat, qui a permis une accélération des dites «réformes», les apories de l'hypothèse d'Oslo ont demeuré. En témoigne, en janvier 2006, la victoire, lors des élections législatives, du Hamas, dont le succès est l'expression déformée, à l'instar du soulèvement de septembre 2000, du refus d'une majorité de Palestiniens de renoncer à résister à l'occupation israélienne et de confier son sort à une minorité considérée comme corrompue et capitularde.

L'échec de la tentative de pacification économique via la mise en place, agrémentée d'un afflux d'aides internationales en Cisjordanie, du gouvernement de Salam Fayyad à l'été 2007 [33], et le peu d'engouement de la population palestinienne à l'égard de la «reprise des négociations», traduisent l'épuisement du logiciel d'Oslo. La direction palestinienne en a elle-même conscience et menace de plus en plus régulièrement de dissoudre l'AP, ou de contourner le cadre d'Oslo comme lors de la demande d'admission de l'État de Palestine à l'ONU. Les dernières élections qui se sont déroulées en Cisjordanie, à savoir le scrutin municipal d'octobre 2012, ont été l'ultime révélateur de cet épuisement: faible intérêt (peu de candidats, 80 villes sans aucune liste), faible participation (à peine 50%, contre 73% lors du précédent scrutin), défaite des candidats soutenus par la direction Abbas (malgré l'absence du Hamas), etc. L'idée même d'une structure

politico-administrative palestinienne a fait long feu, et celle-ci ne se maintient que parce qu'elle joue un rôle essentiel de redistributeur des aides internationales et de premier employeur des territoires occupés.

Vingt ans après la poignée de mains de Washington, l'amer constat est partagé par de plus en plus d'observateurs, d'analystes, et d'habitants des territoires occupés: il n'y a jamais eu de «processus de paix», seulement une poursuite de l'occupation par d'autres moyens, et le Mouvement national palestinien, pris au piège d'Oslo, traverse une crise historique. Le Hamas n'est pas épargné qui, en ayant accepté de participer aux élections de 2006 et en gérant, de facto, la bande de Gaza, est confronté à des difficultés similaires à celles rencontrées par la direction Arafat durant les années 1990, et est de plus en plus sommé par sa base de choisir entre «gouverner» et «résister». Des contradictions qui ne manqueront pas de s'approfondir et d'accélérer le débat palestinien en cours sur la refondation du Mouvement national et du projet politique et stratégique palestiniens.

Pour conclure...

La tragédie de la «reprise des négociations», qui n'a intéressé les diplomates et les médias que durant quelques heures, est à l'image de cet épuisement généralisé: en termes triviaux, on pourrait dire que «personne n'y croit plus» ; en termes mieux choisis, on dira que la faillite de l'hypothèse d'Oslo est constatée par l'ensemble des acteurs, et que personne n'ose encore affirmer à haute voix, sur la scène internationale, qu'il est urgent, pour sortir de l'impasse, de tirer un bilan lucide des vingt dernières années et de «changer de logiciel». L'échec d'Oslo n'est pas l'histoire de rendez-vous manqués, de mauvais choix ou de mauvaise volonté de la part de l'un et/ou l'autre des acteurs. L'échec d'Oslo est l'échec programmé d'un processus par lequel on a tenté d'imposer aux Palestiniens de renoncer à leurs droits et de renoncer à les revendiquer, au nom d'une autonomie illusoire et d'un transfert d'une partie des compétences et prérogatives de l'administration coloniale à une administration autochtone sans réelle souveraineté.

Les constats opérés ici ne sont pas le produit d'une analyse a posteriori, qui reconstruirait une histoire en portant des jugements sur la sincérité de celles et ceux qui ont cru à la promesse d'Oslo. Il s'agit simplement de constater que l'échec du prétendu «processus de paix» n'est pas accidentel mais structurel, en rappelant que l'analyse produite ici fait écho à celles de divers observateurs, peu écoutés à l'époque. On pense ici à Jean-François Legrain [34], Gilbert Achcar [35], Edward Saïd [36] ou encore Tania Reinart, qui nous avertissait dès février 1994: «Depuis le début, on peut identifier deux conceptions sous-jacentes au processus d'Oslo. La première est que ce processus peut réduire le coût de l'occupation grâce à un régime palestinien fantôme, avec Arafat dans le rôle du policier en chef responsable de la sécurité d'Israël. L'autre est que le processus doit déboucher sur l'écroulement d'Arafat et de l'OLP. L'humiliation d'Arafat, sa capitulation de plus en plus flagrante conduiront progressivement à la perte de son soutien populaire. L'OLP va s'effondrer ou succomber à des luttes internes. [...] Et il sera plus facile de justifier la pire oppression quand l'ennemi sera une organisation islamiste fanatique» [37].

Les tentatives de réanimation d'un «processus de paix» qui n'en a jamais été un ne peuvent se solder que par de nouveaux échecs et par de nouvelles crises, dont nul ne peut encore mesurer aujourd'hui l'ampleur et la violence potentielles. Plus le temps passe et plus la crise approche, dans la mesure où contrairement à une formule trop facilement utilisée, il n'existe pas de «statut quo» dans un contexte où chaque jour l'entreprise de colonisation et de dépossession se poursuit. Seule une solution fondée sur le droit, et non sur une transformation du droit en objet de marchandage, sur le refus de la mise sur un pied d'égalité du fort et du faible, sur le rejet de la position d'arbitre revendiquée par la puissance états-unienne qui joue dans le même temps le rôle d'entraîneur d'une des deux équipes, sur une reconnaissance de la liberté de décision des Palestiniens, y compris en ce qui concerne le choix de leurs dirigeants, et sur des dispositifs contraignants à l'égard de la puissance occupante, pourrait nous permettre d'envisager un avenir plus radieux. (Publié en date du 12 septembre sur le site de l'auteur).

Notes

1. Documents en ligne sur le site du [Monde Diplomatique](#).

2- «Les Palestiniens n'existent pas. Quand y a-t-il eu un peuple palestinien indépendant avec un État

palestinien? C'était le sud de la Syrie avant la première Guerre Mondiale, et après il y avait une Palestine incluant la Jordanie. Ce n'est pas comme s'il y avait un peuple palestinien en Palestine, se considérant lui-même comme un peuple palestinien, et que nous serions venus en les mettant dehors et en leur prenant leur pays. Ils n'existaient pas» (Citée dans le *Washington Post*, 16 juin 1969).

3. Patrice Claude, «Les Américains ont forcé la main à Rabin», *Le Monde*, 14 septembre 1993.

4. Notamment Hanan Ashrawi, Fayçal al-Hussayni et Haydar Abd al-Shafi.

5. Saïd K. Aburish, *Arafat: From Defender to Dictator*, New York et Londres, Bloomsbury, 1998, p. 259.

6. Selon Farouk Qaddumi, alors n°2 du Fatah, seuls deux membres du CC ont exprimé leur soutien à la démarche d'Oslo (Arafat et Abbas). On remarquera en outre que les frères Khalid et Hani al-Hassan, membres «historiques» du Fatah, ont refusé de se rendre à la réunion.

7. «Les durs de l'OLP contestent la décision de Yasser Arafat», dépêche AFP, 10 septembre 1993.

8. «Prime Minister Yitzhak Rabin: Ratification of the Israel-Palestinian Interim Agreement», 5 octobre 1995, disponible [sur le site du Ministère des Affaires Étrangères israélien](#).

9. Les actes de Rabin étant conformes à ses discours, le nombre total de colons connaîtra un accroissement rapide lors des années 1992-1995, passant de 258.400 à 309.200 (+20%), contre une augmentation de 12.6% durant les années 1996-1999 (gouvernement Netanyahu). Voir Foundation for Middle East Peace, « [Israeli Settler Population 1972-2006](#) ».

10. Le terme «retrait» ne figure dans aucun texte des Accords d'Oslo, à part pour les deux premières zones évacuées, à savoir les deux tiers de la bande de Gaza et la ville de Jéricho.

11. Accords de Taba, Chapitre II, article X, 2.

12. Pour une étude détaillée des divers accords, voir, entre autres, Julien Salingue, « [Retour sur... les Accords d'Oslo](#) » (avril 2008), ou Jean-François Legrain, «Retour sur les Accords israélo-palestiniens (1993-2000)», *Maghreb-Machrek*, n°170, 2000, p. 96-125. Pour une analyse de la dimension sécuritaire des Accords d'Oslo, voir Julien Salingue, «Les forces de sécurité palestiniennes: un appareil répressif indigène au service de la puissance coloniale?» (à paraître).

13. La précision quant aux questions sécuritaires est éloquente: on apprend ainsi, entre autres, que la Police palestinienne est autorisée à posséder 7.000 armes légères, 120 mitraillettes et 45 véhicules blindés (Accords du Caire, Annexe I, article IV, 5, b), ou qu'une «patrouille conjointe», opèrera sur la route n°90, dans le secteur de Jéricho, avec à sa tête un véhicule palestinien (Annexe I, article V, 2).

14. Accords du Caire, Annexe I, article II.

15. Rex Brynen, *A Very Political Economy, Peacebuilding and Foreign Aid in the West Bank and Gaza*, Washington DC, United States Institute of Peace Press, 2000, p. 113 et sq.

16. Anne Lemore, «Killing with kindness: funding the demise of a Palestinian state», *International Affairs*, vol. 81, n°5, octobre 2005, p. 981-999.

17. Le Jericho Resort est un luxueux complexe hôtel-casino inauguré en 1998, près de Jéricho, financé par des capitaux jordaniens, palestiniens et israéliens.

18. Téléphonie mobile.

19. Téléphonie fixe.

20. Markus E. Bouillon, *The Peace Business, Money and Power in the Palestine-Israel Conflict*, Tauris, New York, 2004, p. 123.

21. Voir Sara Roy, «Palestinian Society and Economy: The Continued Denial of Possibility», *Journal of Palestine Studies*, vol. 30, n°4, été 2001, p. 5-20.
22. Conseiller financier de Yasser Arafat.
23. Responsable de la Sécurité Préventive à Gaza.
24. Responsable de la Sécurité Préventive en Cisjordanie.
25. La firme égyptienne de Nabil Chaath, Team, dirigée par son fils, aurait obtenu 92% des contrats d'importation d'ordinateurs passés par le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale (Markus E. Bouillon, *The Peace Business*, op. cit, p. 95).
26. Fils de Mahmoud Abbas.
27. Voir notamment Ronen Bergman et David Ratner, «The Man who Swallowed Gaza», *Ha'aretz*, supplément week-end du 4 avril 1997.
28. Rex Brynen, «Buying Peace? A Critical Assessment of International Aid to the West Bank and Gaza», *Journal of Palestine Studies*, vol. 25, n°3, printemps 1996, p. 79-92.
- 29 Un dispositif est «un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref: du dit, aussi bien que du non-dit» (Michel Foucault, «Le jeu de Michel Foucault», *Dits et écrits*, T. II, Paris, Gallimard, 1994 [1977], p. 298-329).
30. Même le Général Ariel Sharon, farouche partisan de l'expulsion des Palestiniens, finira par adopter, en le modifiant, le Plan Allon. C'est le sens du «retrait unilatéral» de Gaza en 2005 qui, loin d'être un «geste de paix», est le choix pragmatique d'abandonner et d'encercler une zone palestinienne trop densément peuplée. La décision de construire le Mur, si elle fut interprétée à juste titre comme la renonciation à l'annexion de l'ensemble de la Cisjordanie, n'est que l'ultime étape de la mise en pratique du Plan Allon et de la cantonisation de la Palestine.
31. Cité par Gilbert Achcar, «Le sionisme et la paix: du plan Allon aux accords de Washington», *L'Homme et la Société*, n°114, octobre-décembre 1994, p. 7-25.
32. Ce qui n'est pas contradictoire avec le rôle fonctionnel des forces de sécurité dans le dispositif d'Oslo: Ariel Sharon a considéré que certains organes des forces de sécurité palestiniennes participaient directement au soulèvement et qu'ils devaient donc, en conséquence, être détruits.
33. Suite à la tentative (ratée) de renversement du Hamas à Gaza.
34. Voir par exemple «De la faiblesse de l'OLP, de la sincérité d'Israël», *Le Monde*, 10 septembre 1993.
35. Voir par exemple «Le sionisme et la paix: du plan Allon aux accords de Washington», op. cit.
36. Voir par exemple «Comment conjurer le risque d'une perpétuelle soumission à l'État d'Israël», *Le Monde diplomatique*, novembre 1993.
37. Cité dans Tania Reinhart, *Détruire la Palestine*, Paris, La Fabrique, 2002, p. 42.